



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

www.npa2009.org

DES MOBILISATIONS QUI RECHAUFFENT LE CLIMAT SOCIAL CONTRE LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT ET DU PATRONAT

BULLETIN NPA TECHNOCENTRE RENAULT GUYANCOURT 12/03/2015

A La Poste, dans les hôpitaux, ou à Sanofi, comme dans bien d'autres entreprises, des salariés refusent de subir sans réagir les coups portés par leurs directions.

Une première victoire à La Poste

En Basse-Normandie, la direction de La Poste espérait que son projet de réorganisation passe comme... une lettre à la poste. Elle en a été pour ses frais. Il était question de remplacer une pause payée de 20 minutes par une pause obligatoire... non payée d'au moins trois quarts d'heure, sur le temps de midi. Par ce moyen, la direction escomptait pouvoir supprimer encore de nombreux emplois. Eh bien, ça n'a pas marché. Massivement, jusqu'à 100% dans certains bureaux, les facteurs de Basse-Normandie ont dit non : stop, ça suffit ! Le 24 février, à Caen, leur manifestation a réuni près de 600 personnes, du jamais vu. Ce qui a fait la force de cette grève, c'est qu'elle a touché simultanément 3 départements : Manche, Calvados et Orne. C'est cela qui a permis de créer le rapport de force pour que La Poste recule rapidement, après seulement 2 jours de grève !

Débrayages et grèves pour les salaires

Dans tout le pays, depuis le début de l'année, les débrayages et les grèves se multiplient : chez Vinci, Thalès, Véolia, Michelin, Hutchinson, Carrefour, Bigard, Castorama, Air Liquide, Dassault, Brink's, Petit bateau, Lindt, L'Oréal, Valéo, Fleury Michon, Aéroports de Paris, Legrand, Henkel, Intermarché, ACI Renault ou encore les transports routiers, et bien d'autres.

Le plus emblématique de ces mouvements est peut être celui de Sanofi, dont plusieurs centres sont touchés, comme Ambarès ou Sisteron, où se mène une grève depuis 3 semaines. A l'heure où le nouveau PDG se voit attribuer 4 millions d'euros de cadeau de bienvenue avant même son arrivée (plus de 228 années de SMIC brut), où des milliers d'emplois ont été détruits ces dernières années, les salariés revendiquent des augmentations de salaire. Car de l'argent, il y en a. La somme versée aux

actionnaires représente 3 fois la totalité des salaires de l'ensemble des salariés de Sanofi France !

Dans les hôpitaux aussi, ça déborde

Plusieurs services d'urgence se sont mis en grève pour dénoncer le sous-effectif chronique dont ils souffrent, alors que la situation devient chaque jour plus catastrophique. Au Mans, à Cahors notamment, une partie du personnel des hôpitaux a entrepris des mouvements de protestation, grèves, manifestations, pour dénoncer le manque de personnel, qui se traduit par des conditions de travail très dégradées et qui affectent bien sûr les patients.

Plus que jamais, la convergence des luttes s'impose

Les salariés sont attaqués, les actionnaires gavés : ça ne peut plus durer ! Il est indispensable d'élargir la protestation au niveau national. Le 9 avril prochain, les syndicats CGT, FO, Solidaires et FSU appellent à une journée de grève interprofessionnelle, certes bien tardive, contre l'austérité et pour le retrait de la loi Macron. A nous d'en faire un relais national pour contrer les offensives patronales et gouvernementales. En relayant les luttes existantes, elle peut permettre d'exprimer,

massivement, nationalement le ras le bol accumulé et être un encouragement à mettre en place une convergence des luttes pour préparer un mouvement d'ensemble. L'utilisation de l'article 49.3 par le gouvernement pour faire passer en force sa loi Macron – qui démantèle le droit du travail – est la preuve que ce gouvernement n'est pas si fort et qu'on peut le faire reculer !



LE BLOG DU SECTEUR AUTO DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Avec tracts, actus, infos, le site est essentiel à l'échange d'informations sur l'actualité des luttes dans notre secteur



PRV : VICTOIRE POUR 20 SALARIE(E)S DE FLINS

20 anciens salarié(e)s de Renault-Flins, licencié(e)s en 2008 dans le cadre du PRV (Plan Renault Volontariat) ont reçu des chèques d'indemnités de 20 000 € à 100 000 €. Début 2015, Renault avait été condamné à leur payer 1 million d'euros de préjudice pour ces licenciements déguisés. Cette action, menée avec le syndicat CGT Flins, est une 2^{ème} victoire après celle des salariés de Sandouville et le renoncement de la direction à faire appel. Mais Renault se réserve la possibilité de faire appel de cette nouvelle condamnation. Lamentable !

LE DROIT DES FEMMES EST TOUJOURS UN COMBAT

La loi Macron prévoit l'extension du travail du dimanche sans majoration des heures, la majoration pour travail de nuit à des heures plus tardives et favorise les contrats précaires. Premières visées par ces mesures, les femmes sont toujours moins payées que les hommes et occupent la majorité des temps partiels imposés. L'austérité dans les services publics bloque la création de crèches et de nombreuses femmes sont contraintes d'arrêter de travailler faute de places. Le droit à l'avortement est aussi remis en cause par les fermetures de centres IVG. Les violences faites aux femmes à la maison ou dans la rue sont entretenues par le climat sexiste et réactionnaire alimenté par l'extrême-droite. Les patrons profitent de ces discriminations, malgré leurs discours hypocrites. En 2015, l'égalité entre femmes et hommes est toujours à conquérir.

Paris, 8 mars 2015



NON AU «NOUVEAU» PROJET DE BARRAGE DE SIVENS

Le Conseil Général du Tarn a donc choisi la plus mauvaise solution sur les deux qui étaient envisagées : quasiment la proposition initiale. Par 43 voix sur 46, les élus s'entêtent dans un projet surdimensionné, entièrement au service de l'agriculture productiviste. Dans le même temps, Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur, a fait évacuer les opposants, démontrant à nouveau qu'il est beaucoup plus prompt à réprimer qu'à faire cesser les violences des milices pro-barrage. Les opposants ne se laissent pas abuser par ce faux abandon du projet initial. Le combat continue, à Sivens, comme ailleurs, contre les grands projets inutiles imposés. A Sivens, nous continuerons à réclamer justice pour Rémi Fraisse et l'abandon des poursuites contre les inculpé(e)s.

Bulletin NPA Technocentre Renault – Guyancourt
12 mars 2015

KIT DE DISTRIBUTION (DES MIETTES)

La DRH a remis aux managers un kit «*campagne de révision des rémunérations des ETAM*». Objectif : «*continuer à améliorer notre compétitivité pour rejoindre le groupe des constructeurs mondiaux les plus rentables*». Conclusion : «*préserver les gains de compétitivité nécessaires au développement durable des activités de Renault en France*». La DRH veut inculquer aux managers qu'il faut «*changer de référence* » car en 2015, «*les pourcentages d'augmentation qui seront versés correspondent à un écart net avec l'inflation 2014 à « 0 »* ». Premier «*incontournable* », le «*respect de l'enveloppe* » bien sûr. Là, pas de problème : l'outil PPE des managers est parfaitement verrouillé. Il ne leur reste plus qu'à convaincre lors des annonces fin avril que, comme leur suggère le kit, «*une augmentation de 1% cette année « correspondrait » à une augmentation de 2,5% dans un contexte d'inflation à 1,5%* » ! Face aux profits insolents, la seule mesure réaliste et crédible, c'est 300 € pour tou(te)s et l'échelle mobile des salaires !

AUSTERITE - SANTE : RETRAIT DE LA LOI TOURAINE !

Il n'y a pas que chez Renault que sévit la mode des kits. Selon la presse, la ministre de la santé Marisol Touraine a transmis en «*diffusion restreinte*» aux directeurs des ARS un «*kit de déploiement régional du plan ONDAM*». En langage décodé, ARS = Agence Régionale de Santé et ONDAM = Objectif National de Dépenses de l'Assurance Maladie. Objectif fixé : 10 milliards d'€ de restrictions d'ici 2017, dont 3 milliards rien que pour l'hôpital, pour financer en partie les 41 milliards versés au patronat dans le cadre du pacte de responsabilité. Le kit préconise la suppression de 22 000 postes, «*la mise à plat des protocoles ARTT, le réexamen des avantages extrastatutaires ou non conventionnels, l'optimisation des dépenses de personnel médical*». Les victimes : le personnel de santé et les patients. Après la loi Macron, la loi Touraine est une nouvelle arme de destruction sociale. Tou(te)s dans la rue le 9 avril pour exiger le retrait de ces lois antisociales !

BOURSE OU SERVICES PUBLICS ? IL FAUT CHOISIR !

Lorsque la presse a révélé que le nouveau patron de Sanofi allait toucher 4 millions d'€ en cadeau de bienvenue, plusieurs ministres du gouvernement se sont indignés. Les mêmes qui, quelques jours auparavant, ont inclus dans la loi Macron la baisse d'imposition des stocks options (ces gros portefeuilles d'actions donnés aux cadres dirigeants en plus de leur rémunération) pour un total de 900 millions d'€, 225 fois ce qu'a touché le patron de Sanofi. C'est surtout 900 millions en manque à gagner d'argent public qui seraient bien mieux «*placés*» dans le service public de santé par exemple.

LA RÉVOLUTION ALGÉRIENNE À RENAULT-BILLANCOURT

RENCONTRE AVEC HENRI BENOITS
Retraité de Renault Billancourt

auteur de *L'Algérie au coeur : révolutionnaires et anticolonialistes à Renault-Billancourt*

VENDREDI 13 MARS à 20h30
35 rue Voltaire, chemin de l'Île

salle Voltaire
NANTERRE